

Chine: de Mao au marché globalisé¹

Le 9 septembre 1976, Mao disparaissait à l'âge de 82 ans. Depuis, la Chine a bien changé, elle s'est insérée dans la mondialisation et la société de consommation. Sa fulgurante ascension économique en fera sans doute la première puissance mondiale. Non sans graves contradictions sociales.

Il y a trente ans, celui que l'on appelait « le grand timonier » rendait son dernier soupir. Avec la mort de Mao Zedong, une étape de l'histoire se fermait. Une ère nouvelle commençait pour la Chine, ce pays continent. Ces successeurs, comme Deng Xiaoping, persécutés par les « gardes rouges » de la « révolution culturelle » - une décennie d'excès staliniens surréalistes - se sont empressés de changer de cap. Au début des années 1980, le PC chinois a cru pouvoir tirer un trait sur son passé récent en décrétant que l'époque historique de Mao, c'était « 70 % de positif et 30 % de négatif ». Mais on ne règle pas les comptes de l'histoire avec des effets statistiques. L'icône, le mythe restent bien vivants. Comme un défi aux volontés réformistes d'un parti unique dont on se demande en quoi il se qualifie encore de communiste.

Intenses débats

Les transformations économiques et la mutation des structures sociales, comme le changement de mentalité qui les accompagne, suscitent en effet d'intenses débats. Les bouleversements structurels entamés depuis 20 ans rappellent par leur ampleur le 4 mai 1919, qui marque le réveil moderne de la vieille Chine, selon Chen Yan, auteur de *L'Éveil de la Chine*². Dans la préface de l'ouvrage, le sinologue Léon Vandermeersch voit, « sous l'opacité de l'épais rideau du discours officiel auquel s'arrête la plupart du temps le regard des observateurs étrangers », ces vingt dernières années marquées en « fertilité d'idées, en vigueur des débats, en ardeur des esprits. »

Cette bataille d'idées s'est faite sur l'ouverture économique ou la nature des réformes. Un large champ de questionnements s'est ouvert pour tenter de cerner ce qui se passe profondément en Chine, au-delà du discours officiel et des clichés relayés en Occident. Depuis une dizaine d'années, deux grandes tendances organisent les débats, rangées sous les appellations de « néolibéraux » et de « la nouvelle gauche ». À la suite de quoi, la réflexion a tendu à se replier vers de nouvelles formes de nationalisme, sur lequel le Parti communiste chinois s'appuie en revendiquant son originalité première face à l'occupation de l'empire par les puissances occidentales puis par le Japon. Un livre, « La Chine peut dire non », a rapproché un certain nombre d'intellectuels de ces thèses en renvoyant aux relations de la Chine avec l'Occident. La réflexion s'est portée plus largement sur une révision de l'image idéalisée d'un monde dominé par les États-Unis et le capital international.

Débats aiguisés depuis 1997

La métamorphose économique devenant plus visible dans la seconde moitié des années 1990, les effets sociaux et culturels plus dévastateurs avec la montée des inégalités et des contestations ouvrières et paysannes, les débats intellectuels se sont aiguisés sur les aspects de la mondialisation vue de la Chine et sur l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce. En 1997, l'historien des idées Wang Hui publie son article « La pensée chinoise contemporaine et la question de la modernité », considéré comme le manifeste de l'école de la nouvelle gauche. Il y décrit la société chinoise comme

¹ Analyse parue dans le N° 287 du *Journal du Mardi*, 26 septembre 2006.

² « Pékin maître de l'économie monde », *Le Monde*, 21 janvier 2006.

étant désormais une société capitalisée ; il estime que l'intégration de la Chine dans les relations capitalistes mondiales a entraîné une modification complète de l'État et de sa fonction ; il en conclut : « Les problèmes chinois doivent être diagnostiqués en même temps que ceux du capitalisme en marche vers la mondialisation. L'Occident ne peut plus servir de modèle pour critiquer la société chinoise. »

Il met en avant l'idée de la relation entre un marché chinois lié au capitalisme international et la mondialisation triomphante. Il situe ce mouvement dans le contexte global de l'essor des marchés et de l'émergence de forces sociales contestant le système mondial dominant. « Il fait partie d'un continuum qui a conduit aux mouvements de protestation contre l'OMC à Seattle, en novembre-décembre 1999, et contre le FMI à Washington, en avril-mai 2000 », écrit-il. La nouvelle gauche, qui développe une pensée critique à l'égard des réalités sociales, de la nature du développement imposé, de la mondialisation économique, n'a jamais accepté ce label de « néo-gauchiste ».

Ce groupe d'intellectuels est résolu à jouer un rôle d'opposition inspirée de la pensée moderne. Ils ont lu Lyotard, Derrida, Bourdieu, Habermas et s'en inspirent pour l'analyse critique du régime chinois et leur questionnement du modèle occidental dont ils contestent les prétentions universalistes. Ils participent au mouvement altermondialiste, sont présents à Porto Alegre, Mumbaï, Bamako... S'ils estiment comme Wang qu'« en termes historiques le mouvement socialiste chinois a été un mouvement de résistance et de modernisation », ils refusent de consacrer le capitalisme comme recette de développement en Chine mais appellent à une relecture du marxisme dans la recherche d'un dépassement du socialisme.

Libéraux économiques et libéraux politiques

Face aux critiques de la nouvelle gauche, le courant libéral se structure à la fin des années 1990 autour de trois dimensions : l'inspiration occidentale, la pratique démocratique d'avant 1949 et le discours anti-totalitaire. Les néolibéraux se font les avocats de la mondialisation en laquelle ils voient un puissant levier d'ouverture qui sème des graines pour la démocratisation, basée sur la liberté individuelle. Deux camps rivalisent, reflétant toute la complexité de la transition chinoise : les libéraux économiques et les libéraux politiques. Les premiers, proches des autorités, défendent un pouvoir central fort pour mener plus loin les privatisations et la libéralisation de l'économie. Ils thématisent la démocratisation vers un État de droit comme achèvement de la réforme.

Les seconds, tout en dénonçant la relation entre le pouvoir et le marché, estiment que celui-ci peut être la solution à tous les problèmes : corruption, inégalités sociales et géographiques, dont les causes sont d'ordre politique.

Cette Chine reflète une société en plein bouillonnement, transformée et désarçonnée idéologiquement. Les grands concepts avancés par le Parti communiste chinois au cours de ses congrès depuis 1987, « l'édification du socialisme aux couleurs de la Chine », « l'étape primaire du socialisme », la théorie des « trois représentativités » ouvrant les portes du Parti aux entrepreneurs, et aujourd'hui la construction d'« une société harmonieuse », semblent bien faibles comparés à cet immense champ de réflexion engagé qui gagne en créativité. Les intellectuels qui le portent refusent de se laisser enfermer dans la tour d'ivoire des campus et des centres de recherche où la majorité travaille. Car l'histoire de l'intelligentsia chinoise révèle combien celle-ci s'est toujours trouvée dans une position ambiguë dans ses relations avec l'État et le pouvoir ; elle tient dans son ensemble à porter le débat sur la place publique, revendique Wang Hui, via les médias et Internet, même contrôlés et censurés. Bon nombre de textes polémiques sont disponibles en ligne sur différents sites à Pékin, Shanghai et Hongkong.

De là, estime Wang Hui, « le débat intervient peu à peu dans la prise de décisions ». Ce fut le cas, rappelle-t-il, pour la question des campagnes, l'appauvrissement des paysans, leur fuite vers les villes à la recherche de travail, Après la publication d'articles critiques, le nouveau plan quinquennal adopté l'an passé par le Parlement a réorienté le cours de la réforme en faveur des paysans.

Au premier rang

Le pays en a les moyens au point de bouleverser l'échiquier stratégique mondial.. Qui va déterminer le niveau du dollar cette année ? Plus la Banque centrale américaine. Mais bien Pékin. « La Chine est devenue fin 2005 la quatrième puissance mondiale en volume de PIB. Mais elle est déjà au premier rang pour dire l'avenir monétaire et commercial de la planète. »³

L'excédent commercial chinois a passé la barre de 100 milliards de dollars l'an passé, contre 32 milliards en 2004. Ses exportations ont crû de 28 %. Elle devrait gagner encore 18 % en 2006 d'après la Commission nationale du développement et des réformes. Avec les Etats-Unis, le déséquilibre des échanges atteint le sommet de 200 milliards de dollars. Les importations américaines de produits « made in China » sont six fois supérieures aux exportations américaines en Chine. Soit deux fois plus que le plus gros déficit enregistré avec le Japon, au début des années 1980, lorsque s'était déclenchée une violente campagne anti-nippone (Japan bashing). Au printemps dernier, les Etats-Unis ont imposé des restrictions d'entrée à six catégories de produits chinois.

Derrière le yuan, notoirement sous-évalué pour booster les exportations, il y a toute l'Asie. Les échanges continentaux avec la Chine sont devenus les premiers déterminants de la croissance. Ils doivent veiller en permanence au niveau yuan/dollar qui donne leur compétitivité relative. Si leur monnaie est « trop forte » leurs emplois risquent de partir en Chine.

La conséquence sera directe sur la mondialisation. Comme le rappelle Fred Bergsten (directeur de l'Institute for International Economics), « la poursuite de la libéralisation des échanges ne sera pas possible sans le rééquilibrage des balances commerciales. Sinon, c'est que le jeu est trop inégal. La conclusion du cycle de Doha dépend de la réduction progressive des déséquilibres commerciaux, réduction qui passe par un réalignement des monnaies mondiales. En 1985, ce sont les accords dits du Plaza de réajustement du dollar qui, conduisant à la résorption des déséquilibres, ont permis la relance du cycle de l'Uruguay. »⁴

Dans la phase actuelle de la mondialisation, les échanges commerciaux sont censés être libérés. Mais le jeu est faussé. Les monnaies restent fixées arbitrairement par les gouvernements. Ce « système de change à la carte », pour obtenir des surcompétitivités monétaires, trafique les règles du jeu capitaliste. « Dans les années 1930, c'est l'arbitraire de change qui a conduit à une guerre de dévaluations compétitives et à la suite que l'on sait. Si Doha échoue, « ce sera le premier échec d'une négociation multilatérale depuis les années 1930 », fait écho Fred Bergsten. » Cela dit, la Chine est largement bénéficiaire de la mondialisation et n'a aucune raison de la fragiliser.

³ *Ibidem*

⁴ 3. *Ib*